



Déclaration de l'UNSA-Education au CTSD du 20 juin 2017

**Madame la directrice académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,**

Notre intervention portera sur 3 points : les ajustements carte scolaire de rentrée, le dialogue social et le rendez-vous salarial du 18 juin.

Ajustements de carte scolaire rentrée 2018

Nous sommes réunis aujourd'hui pour procéder aux ajustements de carte scolaire pour notre département.

Comme nous l'avons déjà fait savoir lors du CTSD de février dernier, les 42 ETP certes accompagnés d'une baisse de 973 élèves à la rentrée 2018 ne suffiront pas (pour) à améliorer notablement la situation globale de nos écoles, le dispositif « 100% de réussite » ayant consommé à lui seul 65 ETP, soit plus que la dotation allouée.

Vous prévoyez 8 attributions, 18 attributions éventuels ou maintiens, 7 annulations de retrait, 2 transformation d'attribution en éventuel, 12 annulations de retraits ou de retrait éventuels, 15 maintiens de retraits ou retrait éventuels, 14 retraits et 5 annulations d'attributions.

L'UNSA-Education tient à alerter sur un nombre trop élevés d'élèves dans certaines écoles si elles ne bénéficiaient pas d'une attribution.

Nous aurons l'occasion de revenir en séance sur ces situations.

Nous tenons aussi à relayer les interrogations de nos collègues des 8 écoles de Fontaine sortis de l'éducation prioritaire en 2015 concernant l'application de la convention signée entre la DASEN de l'époque, Mme FIS, et la mairie devant garantir le maintien des moyens de l'éducation prioritaire et souhaitant être reçus en audience accompagnés de délégués du personnel.

Dialogue social

Le 25 mai dernier, la DGAFP, au nom du gouvernement a présenté un scénario pour les futures CAP et CCP élus en 2022. Il est en contradiction avec les concepts de modernisation et d'amélioration qu'il évoque. Le projet mis sur la table est plus proche d'une transformation radicale. L'UNSA Education réaffirme l'importance des CAP et des CCP qui doivent être proches des préoccupations des agents et qui doivent permettre de garantir l'équité de traitement entre agents et la transparence dans la gestion.

Cette première présentation ne doit pas rester en l'état. L'UNSA Education s'interroge sur la volonté du gouvernement de réduire le syndicalisme dans la fonction publique.

Supprimer les CHSCT ou les missions des CAP/CCP reviendrait à laisser seul chaque agent face à son employeur. Ce n'est pas la conception de l'UNSA Education qui prône une véritable modernisation du dialogue social pour un meilleur fonctionnement des collectifs de travail.

Rendez-vous salarial du 18 juin

Hier, lundi 18 juin avait lieu, un rendez-vous salarial. Celui-ci fût à l'image du dialogue social actuel, un rendez-vous manqué ! Lors de cette rencontre, le gouvernement a choisi de ne pas revaloriser le traitement des agents publics. Une nouvelle fois, leurs attentes légitimes concernant le pouvoir d'achat ont été ignorées.

Depuis un an, aucune de ses décisions n'aura été positive pour les agents qui pourtant s'investissent au service de notre pays. L'UNSA Education regrette cette obstination qui paraît aujourd'hui de plus en plus idéologique. La seule confirmation que PPCR serait bien appliqué pour tous les fonctionnaires apparaît comme une bien maigre consolation.

L'UNSA Education appelle le gouvernement à reconnaître réellement tous les agents publics et à ne pas s'en tenir à des déclarations de façade, grâce à une amélioration de leur rémunération pour l'année 2019.

Pour l'UNSA-Education

Serge RAVEL
Patrick MAUREY